

La campagne en français

par Gabriel THOVERON,

Professeur à l'Université Libre de Bruxelles.

Claude GEERTS, Michèle LEGROS,

Jacqueline THOVERON, Roselyne DARTEVELLE,

José Manuel NOBRE-CORREIA*

★

L'ensemble de l'opération électorale de la RTB mériterait une étude.

W. Ugeux, « Une part du pouvoir est-elle passée à la RTB », *Revue Générale*, mai 1977.

Il est à espérer que, cette année encore, la campagne électorale sur les ondes de la RTB (radio et télé) fera l'objet d'une étude par des spécialistes.

J.-C. Mouvet, *La Cité*, 15 avril 1977.

Ce qui caractérise cette campagne, c'est à la fois son calme apparent et les mouvements que traduisent les résultats. C'était une campagne en vacances pascales (1), mais *cela semblait aussi une campagne de vacance politique*. On pourrait citer de nombreuses phrases de commentateurs, contentons-nous de reproduire quelques titres : « Cette torpeur... » (LB, 2-3/4), « Parviendra-t-on à secouer l'indifférence des électeurs ? » (G. Williot, DH, 5/4), « L'indifférence de l'Opinion » (P. Vandromme, R, 5/4), « Une morne campagne électorale » (Guy Corval, DH, 14/4), « Que signifie le calme de la campagne électorale » (J. Van Solinge, S, 15/4) (2).

* C. GEERTS et l'enquête permanente ont étudié le public ; M. LEGROS, J. THOVERON (toutes deux du Bureau d'Etudes de la RTB) et R. DARTEVELLE (Institut de Sociologie de l'ULB) ont analysé les contenus des émissions ; J.M. NOBRE-CORREIA (assistant à l'ULB, section du Journalisme) a dépouillé la presse hebdomadaire. G. THOVERON a assuré la coordination du travail et la synthèse d'ensemble.

(1) Le problème du rapatriement des électeurs fait l'objet de « poissons d'avril » de *La Cité* et de *La Libre Belgique* (cette dernière choisissant d'ailleurs malicieusement ce jour-là pour interviewer le président du PC). *La Wallonie* a annoncé la disparition des listes électorales de toute la province de Liège et *L'Avenir du Luxembourg* le dépôt de listes écologiques « Sobriété, Pureté, Action ». Le plus grinçant des poissons d'avril est celui du *Drapeau Rouge* annonçant que François Perin a pris des contacts avec la Volksunie en vue de créer un nouveau parti...

(2) Nous présenterons en abrégé les titres des quotidiens, selon le code : à Bruxelles : C (*Cité*), DH (*Dernière Heure*), DR (*Drapeau Rouge*), LB (*Libre Belgique*), P (*Peu-*

Cette tranquillité contrastait avec l'agitation qui avait précédé (scission du RW, fondation du PRLW...) et accompagné la dissolution du parlement, elle contrastait avec des mouvements d'opinion dont on prévoyait et parfois exagérait (« Un électeur sur quatre est décidé à changer de parti à Bruxelles et en Wallonie », C, 30/3) l'ampleur, sans pouvoir en prévoir le sens (« L'élection de dimanche est la plus énigmatique de l'après-guerre », S, 17-18/4).

Grâce à l'INUSOP (3), nous avons pu déterminer, en 1977 comme en 1974, combien de gens avaient suivi la campagne. On note par rapport à il y a trois ans une nette érosion. Les électeurs ont, effectivement, manifesté plus d'indifférence cette fois-ci.

	Bruxelles		Wallonie	
	1974	1977	1974	1977
Ont suivi la campagne :				
Chaque jour ou presque	17,9	20,9	20,4	23
De temps en temps	50,8	42,5	51,3	40,4
Total	68,7	63,4	71,7	63,4

Le noyau des personnes suivant quotidiennement la campagne est cependant resté à peu près stable, on peut considérer que l'on a là le groupe des personnes intéressées, d'une façon constante, par la politique.

Quant aux raisons de suivre la campagne, on a, en 1977 :

	Bruxelles		Wallonie	
	Cité en 1 ^{er}	Cité au total	Cité en 1 ^{er}	Cité au total
Pour voir ce qu'un parti fera s'il vient au pouvoir	7,8	11,9	12,1	16,4
Pour me mettre en tête le programme de mon parti	6,9	9,7	7	11,6
Pour m'aider à faire mon choix au moment du vote	19,4	22,5	11,3	14
Pour voir comment sont les hommes politiques	7,5	11,5	6,2	13,7
Pour le plaisir de suivre le match électoral	5	7,5	7,4	12,9
Pour se tenir au courant des grands problèmes du moment	13,8	22,5	16,4	23,7
Pour voir qui a des chances de gagner les élections	3,1	4,3	1,9	5,9
Pour avoir des arguments dans les discussions avec d'autres	0,6	3,4	2,4	8,4

ple), S (Soir) ; à Liège : M (Meuse), W (Wallonie) ; à Verviers : J (Jour) ; à Namur : VA (Vers l'Avenir) ; à Charleroi : JI (Journal-Indépendance), NG (Nouvelle Gazette), R (Rappel).

(3) Et avec l'aide matérielle de la RTB.

On pourra comparer avec les résultats de 1974 (4) : le plus frappant est que si le premier mobile cité est dans les deux cas « se tenir au courant des grands problèmes du moment », on voit que « s'aider à faire son choix au moment du vote », chose peu importante en 1974, devient la première raison à Bruxelles et la deuxième en Wallonie (à peu près à égalité, dans cette dernière région, avec « voir ce qu'un parti fera s'il vient au pouvoir »). Sous une certaine indifférence de l'électorat, perce une incertitude certaine, provoquée sans doute par les mutations dans les partis.

Parmi les *moyens d'information*, la télévision est celui qui remporte toujours le plus de suffrages, sauf pour connaître les idées de son propre parti ou pour avoir les informations les plus complètes. C'est alors la presse qui, d'ordinaire au deuxième rang, se situe au premier. La radio est toujours lanterne rouge.

A Bruxelles :

	Télévision	Journaux	Radio
A Bruxelles :			
Le moyen d'information :			
1. Qui donne le plus confiance	30,9	20,3	5,3
2. Qui donne une vue sur les idées des différents partis	40	23,8	6,6
3. Qui permet de connaître les vues de son propre parti	26,3	31,3	4,7
4. Le plus facile à comprendre	48,8	16,9	6,9
5. Où la campagne est la plus agréable à suivre	61,6	6,6	4,1
6. Qui permet de connaître la personnalité des candidats	56,6	7,8	3,8
7. Qui donne les informations les plus complètes	22,2	42,5	4,4
8. Qui donne les informations que l'on retient le mieux	39,4	26,9	6,6

Les chiffres sont peu différents en Wallonie ; notons seulement que les journaux y font un score beaucoup moins important (15,2 %) pour le deuxième item (une vue sur les idées des différents partis) et (15,2 %) pour le quatrième (facilité de compréhension). Dans le premier cas, c'est sans doute, entre autres, à Bruxelles, le pluralisme du *Soir* qui justifie l'écart : les journaux de province sont plus généralement engagés, quoique les notions de journaux pluralistes et journaux d'opinion deviennent parfois floues : c'est d'ailleurs ce que nous avons choisi d'étudier en matière de presse écrite.

(4) Voir, outre *Res Publica*, vol. XVI, n° 3-4, 1974, le n° 22 des *Etudes de Radio Télévision*, RTB, où nous nous sommes livrés à une analyse détaillée (pp. 49 à 101).

Dans les limites de temps et de surface fixées par *Res Publica*, il n'était pas possible d'analyser la campagne en détail, nous y reviendrons (5). Au moins avons-nous essayé, si l'image que nous en donnons est un peu panoramique, qu'elle soit correcte et donne une bonne idée des initiatives prises par les media.

LA CAMPAGNE A LA RTB

La campagne de 1977 s'est déroulée à un moment qui semblait peu favorable à la RTB, soumise aux vives attaques de ceux qui lui reprochent son « gauchisme ». On n'épinglera que quelques épisodes parmi les plus récents.

L'un opposera le Premier Ministre au Directeur Général de la RTB. Celui-ci a été interviewé par le Journal Télévisé à propos de l'émission qui a confronté, sur Antenne 2, le Président Giscard à un échantillon de 60 Français l'interrogeant sur son dernier livre.

M. Wangermée a estimé qu'une telle émission était impossible en Belgique : la réaliser avec le chef de l'Etat — le Roi — était impensable ; avec le Premier Ministre, difficile, pour des raisons linguistiques, et parce « que l'Actuel Premier Ministre n'aime pas s'exprimer clairement et ouvertement ». Cela créera « un différend, sinon un malaise réel, entre la RTB et le Premier Ministre » (*S*, 6-7/2). Les avis seront bien entendu partagés, de la *DH* (7/2) (« Intempérance de langage sur les ondes ! ») au *P* (7/2) (« Dans son opération reprise en main de la RTB, le Gouvernement grossit démesurément un incident ridicule »), mais l'affaire ravive la polémique entre droite et gauche.

Dans un éditorial du *P* (29-30/1), André Cools vient juste d'évoquer la « Normalisation » de la RTB : « J'ai (...) l'impression que consciemment ou inconsciemment ceux-là même qui refusaient la censure gouvernementale commencent à la pratiquer spontanément » dans la perspective d'un gouvernement qui refuse le débat. (Le 6 février, *Dimanche-Press* assure qu'« à quelque dix reprises, le Premier Ministre a été invité au débat dominical Faire le Point. Chaque fois, et sous un prétexte quelconque, il a refusé. Il y a quelques mois, la RTB avait voulu organiser une grande soirée consacrée à la politique européenne. M. Tindemans a également décliné l'invitation ». Le Premier Ministre, nous le verrons plus loin, s'en expliquera sur RTL : il refuse d'être confronté à des présidents de parti.) Dans le *S* (11/2), C.-L. Binnemans

(5) Dans le *Courrier Hebdomadaire du CRISP*. On y trouvera les résultats détaillés de l'enquête.

rappelle un amendement de deux personnalités libérales au projet de décret sur la RTB : « MM. Perin et Mundeleer mettent en cause l'excès de pouvoir d'information de la RTB » ; ce même 11 février, les journalistes FGTB des RTB-BRT sont en grève pour protester contre les risques de pression du gouvernement et les dangers de l'autocensure. Malgré ce contexte, le conflit Tindemans-Wangermée n'aura pas d'autre suite qu'une convocation du second par le premier, en présence du Ministre de la Culture, Van Aal, et du Président du Conseil d'Administration de la RTB, Hallet. Ce Conseil d'Administration réitère d'ailleurs sa confiance au Directeur Général, et estime que les propos de Robert Wangermée doivent être compris dans un contexte purement professionnel.

L'incident est clos, mais les attaques contre le service public de la radio-télévision continuent.

Le 13 mars, au congrès du CEPIC (droite du PSC), « les résolutions les plus importantes (...) concernent l'information à la RTB ». On demande la création d'une chaîne privée, et à la RTB, « toutes idées d'éditorial, de pamphlets ou d'analyses critiques doivent être exclues » (LB 14/3). Quinze jours plus tard, André Damseaux, à la journée de réflexion du Centre pédagogique Charles Rogier, emboîte le pas « au nom du PRLW », et assure « s'il faut être net, je l'affirme sans ambages : il faut créer une chaîne de radiotélévision privée et indépendante » (DH, 31/3).

En mars encore c'est la création d'une Fédération Nationale des Auditeurs et Téléspectateurs (FNAT) dont le manifeste est approuvé par des personnalités politiques comme MM. Rey (PRLW), Risopoulos (PL), Nols (FDF), Desmarets et M^{me} Verdin (PSC), et qui considère que la RTB fait preuve de partialité (voir *Le Soir* du 24 mars).

On peut craindre, dans ces conditions, que la préparation de la campagne radiotélévisée donne lieu à quelques menus incidents comme en 1974 (6) où la candidature de Frédéric François, ainsi qu'un communiqué de la CSC dénonçant les pressions des partis sur les responsables des émissions préélectorales, avaient provoqué quelques vagues.

Or, cette fois-ci, les choses semblent se faire sans heurt. Il est vrai que Georges Désir, vedette de la RTB, producteur du jeu « Visa pour le Monde », chef du service de continuité, suit les exemples de H.-F. Van Aal et F. François et se présente à la Chambre. Mais il n'était pas journaliste, et son passage à la politique s'est effectué en plusieurs étapes :

(6) Voir notre article « Premiers aperçus sur la campagne législative 1974 à la RTB », dans *Elections Anticipées*, vol. XVI, 1974, n° 3-4. On devra d'ailleurs considérer que cet article se situe dans une suite, et le lecteur sera souvent invité à se reporter aux textes publiés, dans *Res Publica*, sur les élections de 1965, 1968, 1971 et 1974.

il s'est déjà, en 1976, fait élire bourgmestre de Woluwe-Saint-Lambert. Sa candidature ne donnera lieu à aucune polémique mettant en cause son rôle à la télévision.

La RTB n'avait pu, en 1974, organiser d'émissions Face à Face ; en ce domaine, elle semble, cette année, ne se heurter à aucune objection. Et si l'un des journaux du groupe Brébart (*LB*, 25 mars), critiquant notamment l'« émission télévisée plutôt scandaleuse que Henri Mordant a consacrée (le 18 mars) au 107 *quater* », assure qu'« on se rendra compte qu'il faut plus que jamais surveiller les façons ertébéennes par les temps électoraux qui courent », le même finira par « saluer les exploits que la RTB et la BRT ont réalisés dans la soirée et dans la nuit des élections législatives » (*LB*, 19 avril). Entre ces deux dates, pas d'incident, à part l'un ou l'autre petit coup d'épingle, tel M. Mundeeler terminant une tribune en assurant que toutes ses affirmations sont objectives « nonobstant le fait qu'elles sont diffusées par la RTB ».

Mise en ondes.

a) La Campagne radiotélévisée peut se diviser en deux parties : celle des partis (les *tribunes unilatérales*) et celle de la RTB (les *émissions de confrontation*, tout ce qui, en fait, n'est pas tribune).

b) La Campagne ertébéenne comprend des émissions *régionales* (réalisées dans les Centres de Production) et *nationales*. Les premières comportent, à la radio, les débats *Face au Public* (en décrochage) et *Antenne-Soir* ; à la télévision, les *Débats Régionaux*.

c) La Campagne nationale s'articule en deux phases, l'une couvrant les deux premières semaines, l'autre la troisième. Pour celle-ci, les *Face à Face* se substituent aux *Questionnez on vous répondra* à la radio, et chaque soirée, à la télé, un *Questions aux Partis* est offert, succédant aux *Faire le Point* dominicaux.

On peut noter :

1. La subdivision de la campagne nationale en 2 temps peut correspondre à un délai qu'à voulu se donner la RTB, surprise par la crise, pour organiser les émissions les plus difficiles ; mais il peut s'agir d'une volonté d'*orchestration*, le plus spectaculaire étant concentré sur la dernière semaine.

2. La tendance à la *régionalisation* se confirme, en radio comme en télévision. Tous les centres sont mis à contribution.

3. Cela conduit à une *augmentation du nombre des émissions*, et à un *allongement de leur durée globale*. La RTB a produit environ 54 h de programmes électoraux dont 51 h 1/4 pendant les trois dernières semaines, du samedi 26 mars au vendredi 15 avril. Il est vrai que plusieurs émissions, en décrochage, étaient simultanées, et qu'il n'était possible de capter au maximum que 4 h 30 des 18 h de débats Face au Public : mais malgré cela, l'offre reste énorme.

4. Il est vrai que l'auditeur-télespectateur fait son choix ; il n'est d'ailleurs pas sensé s'intéresser aux émissions produites pour les électeurs d'autres régions que la sienne ; mais on peut se demander si l'abondance des émissions et une relative concentration sur la dernière semaine ne mène pas à la *saturation*. Déjà la perspective de trois semaines de campagne ne réjouit pas tout le monde (d'autant que les précédentes élections-communales ne dataient que d'octobre). « Un cauchemar : les élections » titre Hervé dans *VA* dès les 2/3 avril : « J'en suis atterré, nauséux, aplati, râleur aussi. Tous les jours, jusqu'à la mi-avril, des « Tribunes politiques préélectorales ». On sort d'en prendre avec les communales en France et voilà que ça recommence chez nous ». Une chance pour les politiciens : *l'émetteur de Lille tombe en panne* le 12 avril coupant deux jours durant une partie du public des émissions françaises : la plupart des télespectateurs affectés semblent se reporter sur RTL, mais il n'est pas exclu que certains en reviennent à la RTB. « Questions de Partis » a l'avantage de se situer en pleine soirée, à 21 h 15, mais il a l'inconvénient d'être souvent entouré d'émissions qui ne flattent pas le grand public : « Un comble : lundi, après les questions au parti communiste, la RTB avait programmé un entretien avec Patrice Duhamel qui ne pouvait intéresser que quelques hépifious. Mercredi, c'était plus réussi encore : après la mise sur la sellette du PRLW et du PL, les télespectateurs, privés des chaînes françaises (...) ont pu agréablement terminer leur soirée avec l'émission religieuse catholique » (*Pan*, 20/4, sous le titre « ...z'avez pas fini de nous em... ? »).

5. Quant aux formules, elles sont diverses, un *équilibre* a été trouvé, avec l'innovation des Questions de Partis, le retour des Face à Face, et un certain recul (mais non la disparition) des Tables Rondes (qui donnent lieu à des débats trop confus — nous verrons que c'est le reproche que la presse continue de faire à certains Faire le Point). La variété compense l'abondance.

A. LES TRIBUNES.

Les partis en assurent librement le contenu ; leur répartition est la même en radio et en télé, c'est-à-dire en fonction de la représentation

au conseil culturel : 4 PSB — 3 PSC — 3 PRLW — 3 FDF-RW et 1 PC. C'est le même équilibre que l'on trouvera dans la campagne RTB nationale.

Les émissions sont de dix minutes à la radio, douze minutes à la télé, un peu plus de cinq heures en tout.

Les occupants de ces tribunes ont fait preuve de peu d'originalité. « ... Quelle misère ! Moins attrayantes encore que les émissions dites d'associations extérieures aux jours où celles-ci râclent leurs fonds de tiroirs budgétaires pour remplir quand même le temps d'antenne dont elles disposent » (Jean Couchard, *S*, 19/4). A peine peut-on signaler la partie de « couyon » que, cartes en mains, M. Massart et ses amis proposèrent au public, ou quelques efforts pour présenter telle tribune comme un simulacre de débat ou d'interview.

A la radio, on vient seul ou en groupes de deux ou trois. A la télé, on vient toujours en groupe, on est au moins à deux, et parfois à cinq : il est évident que, lorsque l'on voit les candidats, on peut davantage les distinguer, surtout si leur nom apparaît en surimpression sur l'écran. On est donc plus nombreux (41 personnes en tout) à la télévision qu'à la radio (27 candidats en tout).

TABLEAU I

Radio — Tribunes préélectorales, à 18 h 30

Mardi	29/3	FDF	MM. Havelange - Brasseur.
Mercredi	30/3	PSB	M. Spitaels.
Jeudi	31/3	PRLW	M. Wathelet.
Vendredi	1/4	PSC	MM. Maystadt - Beauthier.
Lundi	4/4	PSB	MM. Remacle - Baudson.
Mardi	5/4	PL	M. Mundeleer avec MM. Bourdon (sociologue) et Wanty (économiste).
Mercredi	6/4	RW	M. Jean Humblot.
Jeudi	7/4	PSB	MM. Cudell et Dehousse.
Vendredi	8/4	PSC	Mme Rijckmans, M. François.
Lundi	11/4	PRLW	MM. Piérard et Coen Interrogés par M. Hennebert.
Mardi	12/4	PC	M. Glineur.
Mercredi	13/4	FDF-RW	M. Remiche s'entretient avec MM. Bernard et Capelleman.
Jeudi	14/4	PSC	MM. Desmarests - Wathelet.
Vendredi	15/4	PSB	MM. Hurez - Vanderblst.

On verra, sur les tableaux, qui sont les participants. *Tous, c'est à noter, ne sont pas des personnalités politiques de premier plan.* Marie-Laure Roggemans est vingt-sixième candidate socialiste à la Chambre à Bruxelles, mais sa compétence sociologique (elle est chercheur à l'ULB) a pu déterminer son choix.

Autre cas : M^{me} Mayence, de Charleroi. Pour *LB* (31 mars) c'est une manœuvre. On a pu croire qu'elle « était une candidate féminine et catholique de premier plan puisqu'elle avait les honneurs de la télévision.

TABLEAU II

Télé — Tribunes préélectorales, après JT1, 19 h 50

				Auditoire en %	Cote	Auditoires du 1/4 h précédent	1/4 h suivant
Lundi	28/3	PSB	MM. Leburton, Hoyaux.	14,3	5,5	40,0	19,6
Mardi	29/3	PRLW	Mme Mayence, MM. Bertouille, Olivier.	14,3	5,6	41,5	15,6
Mercredi	30/3	FDf	Mme Mainguet, MM. Lepaffe, Clerfayt.	13,3	5,4	40,5	14,8
Jeudi	31/3	PSC	MM. Van Ael, Michel.	28,7	5,9	46,6	20,9
Vendredi	1/4	PSB	MM. Falize, Urbain.	18,1	5,7	39,5	19,9
Lundi	4/4	RW	MM. Massart, Mses, Neurey.	20,0	5,5	44,3	31,9
Mardi	5/4	PSC	Mme Goor, MM. François, Hanin.	17,4	5,8	44,5	13,4
Jeudi	7/4	PL	MM. Mundeleer, Hougardy, Van Offelen, Demuyter, Risopoulos.	14,6	6,2	43,0	12,1
Vendredi	8/4	PSB	Mme Roggemans, M. Cools.	16,9	6,0	37,7	15,7
Lundi	11/4	PSB	MM. Hurez, Cudell. <i>Avant JT1, 19 h 15</i>	11,3	5,9	7,8	32,2
Mardi	12/4	FDf-RW	Mme Spaak, MM. Duvieusart, Talbot, Outers, Havelange.	13,3	5,0	13,1	40,5
Mercredi	13/4	PSC	MM. Hansenne, Tindemans, Plasman, Gramme.	12,1	5,6	9,1	41,5
Jeudi	14/4	PC	MM. Beauvois, Van Geyt.	12,1	5,5	9,6	40,8
Vendredi	15/4	PRLW	MM. Rey, Perin, Damseaux.	10,8	5,6	7,3	39,0

Or, cette honorable dame est placée en ordre tout à fait inutile sur la liste du PRLW de l'arrondissement de Charleroi. On n'est pas très loin de l'abus de confiance en utilisant cette candidate de la sorte ». Peut-être, dans l'une comme l'autre de ces émissions, voulait-on simplement assurer une présence féminine : les femmes, on le verra, apparaîtront peu dans les émissions...

On note que *l'on verra cette fois un candidat flamand, ce qui n'était plus arrivé depuis 1968* — mais il s'agit du Premier Ministre, dont on veut exploiter une certaine popularité, et qui participera, en région francophone, à plusieurs meetings du PSC.

B. LA CAMPAGNE NATIONALE.

RADIO PREMIÈRE CHAÎNE.

Deux émissions sont incluses dans *les Dossiers de l'Actualité*, entre 13 h 20 et 14 h, accaparant dix heures d'antenne.

1. *Questionnez, on vous répondra*, au cours des troisième et deuxième semaines précédant les élections. Les auditeurs sont invités à téléphoner leurs questions, le matin-même, entre 7 h et 8 h, au numéro 02/735.28.21. Durant l'émission, les journalistes mettent l'auditeur, téléphoniquement, et en direct, en rapport avec l'homme politique.

a) 339 appels seront adressés à la RTB, émanant surtout de Bruxelles (62,5 %) et d'hommes (66 %). Il fallait téléphoner à la Cité-Reyers, ce qui favorisait les Bruxellois ; et l'horaire de l'émission (passant le midi) favorisait relativement les femmes : 1 question sur 3 a une origine féminine (comme pour les Questions et Réponses de 1968) alors que la proportion est généralement de 1 à 4 pour les Face à l'Opinion passant en soirée (cf émissions de 1968 et 1971). 172 appels la première semaine, 157 la seconde : l'intérêt s'émousse, mais peu.

b) 407 questions ont été posées ; généralement d'une façon courtoise ; 66 % des questions sont de pure information ; 10,5 % sont personnelles, c'est-à-dire qu'elles font référence au cas du correspondant, qui se met en avant ; 16,2 % sont agressives, utilisant un vocabulaire véhément ; sur antenne, la proportion sera plus forte 7 % des questions sont plutôt des avis et suggestions.

c) 90 questions ont été retenues, sont passées effectivement sur antenne et ont reçu réponse.

TABLEAU III

Radio — Questions et Réponses, 13 h 20 à 14 heures

				Total	H	F	Appels (1) Appels venant de							Total	Questions posées				Questions retenues	
							Brux.	BW	Lg	Hnt	N	Lux.	Fl.		Non loc.	d'Inf. général.	Agres- sives	Person- nelles		Avis et suggest.
Lundi	28/3	MM. Simonet	PSB	36	24	12	23	2	6	2	2			1	37	21	4	12		7
Mardi	29/3	Vanden Boeynants	PSC	41	26	15	21	2	6	4	5	1	1	1	42	27	10	4	0	8
Mercredi	30/3	Bertrand	RW	33	21	12	18	1	9	2	2		1		41	32	2	2	3	8
Jeudi	31/3	Damseaux	PRLW	37	25	12	21	4	5	4	3				47	37	5	0	3	8
Vendredi	1/4	Mme Lewin	PC	35	25	10	25	—	6	—	2		1	1	45	41	3	6	1	10
Lundi	4/4	MM. Spitaels	PSB	30	19	11	14	—	2	13	1				39	23	7	4	3	9
Mardi	5/4	Califice	PSC	30	19	11	13	1	4	10	2				38	13	14	4	7	11
Mercredi	6/4	Persoons	FDf	31	21	10	29	—	1	1					40	25	8	1	3	12
Jeudi	7/4	Mundeleer	PL	30	20	10	25	1	1	1	1			1	35	26	6	5	3	8
Vendredi	8/4	Mathot	PSB	36	27	9	23	1	7	2	2			1	49	23	7	43	7	9
				339	227	112	212	12	47	39	20	1	3	5	407	268	66	81	30	90

(1) H : hommes ; F : femmes.

(2) Brux. : Bruxelles ; BW : Brabant Wallon ; Lg : Liège ; Hnt : Hainaut ; N : Namur ; Lux. : Luxembourg ; Fl. : Flandre ; Non loc. : appels non localisés, les correspondants ayant refusé de donner leur numéro.

Le nombre de questions posées variait de 37 à 45 par candidat ; le nombre de réponses de 7 à 12. Ces derniers chiffres variaient en fonction de la capacité qu'avaient les hommes politiques — et ceux qui les interrogeaient — de se montrer brefs et précis. Les journalistes, désireux de boucler l'émission dans les délais tout en donnant la parole au maximum d'auditeurs, houspillaient ces derniers et pressaient les orateurs.

« A vrai dire, note *LB* le 29 mars, la formule de cette émission n'est peut-être pas la bonne. C'est finalement un simulacre de démocratie directe que ces questions dont quelques-unes franchissent le micro au nom d'une sélection ertébéenne fatalement subjective. De surcroît, certains auditeurs, profitant de ce qu'ils passent sur antenne, lancent des propos trop personnels qui détonnent sur les ondes ». En ce qui concerne la sélection, nous verrons plus loin qu'elle fut, dans l'ensemble, objective (cf tabl. VIII), d'où, d'ailleurs, un certain « décousu » des émissions.

2. *Face à face*, la semaine précédant les élections. Un homme politique face à un homme politique :

Lundi 11 avril	: Cudell (PSB) - Lagasse (FDF).
Mardi 12 avril	: Desmarets (PSC) - Van Geyt (PC).
Mercredi 13 avril	: Gol (PRLW) - Outers (RW).
Jeudi 14 avril	: Glinne (PSB) - Nothomb (PSC).
Vendredi 15 avril	: Damseaux (PRLW) - Cools (PSB).

Soit 3 PSB, 2 PSC, 2 PRLW, 1 FDF, 1 RW et 1 PC.

Peu de *Face à Face*, et pourtant c'est pour beaucoup d'observateurs « la seule formule satisfaisante (...) quand du moins s'affrontent des personnalités de grand format qui possèdent une langue, une dialectique et une présence télégénique. Les spécialistes de l'audio-visuel savent que ces personnalités-là ne courent ni les rues, ni les studios : une bonne dizaine tout au plus, ce qui risquerait, d'un scrutin à l'autre, de transformer les émissions en une sorte de cortège de la Juive » (Guy Corval, *DH*, 14 avril).

Il y eut tout juste dix hommes en lice : étaient-ce les bons ? La RTB, en tout cas, fit un effort dans le choix des duels, et le débat Gol-Outers, le transfuge contre le revenant (puisqu'il s'agissait de son « retour à Liège ») se révéla aussi vif que prévu.

TÉLÉVISION.

1. *Faire le point* : comme en 1971 et 1974, cette série habituelle du dimanche midi est adaptée aux besoins de la campagne ; il y en aura cinq, les cinq dimanches précédant les élections (mais rien, bien sûr, le

jour de celles-ci). Le premier rassemblera *tous* les partis et leurs ailes, soient 11 participants, sur les problèmes communautaires. Les autres auront de 4 à 6 participants, 19 en tout : PSB, PSC, PRLW (ou PL) ont toujours un représentant ; le PC sera invité deux fois (et se plaindra surtout de n'avoir pas été présent le 20 mars : voir DR des 19/20, 21 et 22 mars) ; le FDF ou le RW sont toujours présents, mais seront là ensemble le 27 mars.

Aux « Faire le point », la critique reprochera le grand nombre de participants. Celui du 13 mars surtout, qui durera plus de soixante-quinze minutes et réunira tous les partis : « Onze représentants de partis ou de mini-partis (...) c'est évidemment trop » (LB, 15/3). Mais celui, plus réduit du 27 mars, de même : « Six candidats (...c'était...) trop de participants de qualité inégale » (LB, 29/3). « Chaque parti

TABLEAU IV
Télé — Faire le Point, dimanche de 12 à 13 heures

			Auditoire %	Cote
13 mars	Problèmes communautaires	MM. Nothomb, De Keersmaeker, Perin, Pède, Risopoulos, Anciaux, Cools, Claes, Gendebien, Defosset, Van Geyt.	13,1	7,3
20 mars	Wallonie et régionalisation	MM. Gol, Dehousse, Nothomb, Duvieusart.	4,6	6,8
27 mars	La politique sociale	MM. Spitaels, Callifice, Levaux, Hannotte, Moreau, Mme Spaak.	10,6	6,1
3 avril	Bruxelles : Economie et politique	MM. Simonet, Lagasse, Risopoulos, Vanden Boeynants.	9,7	6,9
10 avril	Les problèmes économiques wallons	MM. Herman, Damseaux, Renard, Cools, Bertrand.	7,0	6,8

exigeant d'être présent (...) les « Faire le Point » ont trop eu tendance par moments à ressembler à des « classes » d'école primaire. Faire débattre une dizaine de personnes pendant soixante minutes, cela ne laisse guère plus de six minutes par invité. Et provoque une confusion extrême » (P, 26/4). « A peine a-t-on eu le temps de se familiariser avec la tête et les attitudes de l'un que l'on passe à un autre et que l'effort de familiarisation doit recommencer » (Jean Francis, *La Défense Sociale*, 10/3).

On regrette aussi « l'ampleur des sujets traités » (id.). C'est le cas surtout pour le débat du 27, sur la politique sociale, DH (qui parle des « multiples implications d'un problème qui débouche sur des domaines aussi complexes que l'assurance maladie-invalidité, les allocations familiales, les conventions professionnelles, la sécurité sociale ou

quelques secteurs d'un dossier par trop volumineux pour qu'une émission de télévision puisse le circonscrire valablement en un tour d'horloge ») et *LB* le constatent ensemble (28/3).

Enfin, le débat conduit certains participants à dépasser leurs pensées. Le débat du 13 mars, encore lui, autour du 107 *quater*, a donné lieu, dit la *DH*, « à des surenchères déplorables qui ne correspondent nullement, nous en sommes persuadés, au vœu intime des personnages politiques qui les lançaient » (14/3).

En bref, « la technicité des problèmes, ajoutée au jésuitisme ou à la démagogie de bien des participants à l'émission réduisait celle-ci à une dégustation pour vieux routiers de la politique. L'électeur moyen se sentait nécessairement exclu de ce petit jeu. Lui échappaient ces nuances qui font jubiler des spécialistes. Son irritation était inévitable » (*P*, 16/3).

2. Questions de (ou aux) Partis.

Cette émission, où des membres de partis posent des questions aux candidats d'autres partis (questions de partis aux partis, d'où le titre fluctuant de l'émission lorsqu'elle est citée dans la presse) s'inspire du *Kiezen of Delen*, émission vedette de la BRT en 1974.

Pour la série de 5 émissions, chaque parti délègue un « panel » (c'est du français — disons une *délégation* de 5 personnalités) et quatre fois un « panel » (disons un *jury*) de 5 interrogateurs. Chaque jury doit comprendre une femme, un jeune, assurer une certaine représentativité régionale et ne pas comporter de candidats. L'émission se déroule de la manière suivante :

a) une séquence de douze minutes : présentation et interrogation de la délégation de parti par le journaliste de la RTB ;

b) 4 séquences de dix minutes :

1° interrogation de la délégation par le premier jury,

2° interrogation de la délégation par le deuxième jury, etc.

Le journaliste de la RTB veille à ce que la délégation ne prenne pas plus de deux minutes par réponse à une question, à moins que le jury qui questionne ne soit lui-même d'accord sur le fait que la question exige plus de temps de réponse.

c) Deuxième tour d'interrogations-réponses : chaque séquence devrait durer cinq minutes.

d) Conclusions par le porte-parole de la délégation.

Le tout dure 1 h 15, soit 6 h 15 pour l'ensemble des émissions. La critique sera partagée, du P (13/4) (« La première impression (...) est excellente. Ce fut vivant, spontané, accrocheur, les questions étant nombreuses, touchant aux aspects les plus multiples de la vie politique et parfois marquées au coin d'une légère perfidie ») et de la C (14/4) (« ... il faut (...) féliciter pour ce type d'émission dont l'intérêt et la vitalité nous changent des « Faire le Point » (?) ou de ces « tribunes » bien trop unilatérales pour éclairer vraiment l'électeur ») au S (19/4) (dénonçant des « sortes de tribunaux du peuple (7) télé-spectateur, engoncés dans un cérémonial rigoureux avec trompette chrono-

TABLEAU V

Questions de parti, de 21 h 15 à 22 h 30

			%	Cote	1/4 h précédent	1/4 h suivant (JT2)	
Lundi	11/4	PC	MM. Van Geyt, Levaux, Renard, Mmes Dinant, Lewin.	9,0	6,8	17,4	5,3
Mardi	12/4	FDF-RW	MM. Defosset, Gendebien, Moreau, Persoons, Outers.	16,2	6,5	29,4	7,5
Mercredi	13/4	PRLW-PL	MM. Damseaux, Knoop, Gol, Toussaint, Mundeleer.	12,7	7,0	18,1	5,5
Judi	14/4	PSC	MM. Gramme, Humblet, Nothomb, Califice, Herman.	13,5	7,0	12,6	7,8
Vendredi	15/4	PSB	MM. Cools, Mathot, Simonet, Spitaels, Mme Pétry.	20,1	6,9	19,4	8,6

logique sinon triomphante ») et à la LB (21/4) (« fastidieuses émissions électorales (...) avec le retour sempiternel des mêmes têtes, des mêmes slogans, des mêmes analyses, le tout se réduisant en fin de compte à une espèce de radotage... ». On critiquera surtout le chronométrage de l'émission : la RTB a « déployé plus d'efforts pour millimétriser les dépôts des parties que pour imaginer des formules nouvelles de confrontation » (LB, 21/4); « ... véritable course contre la montre. Ce qui a ses avantages et ses inconvénients, certes : la concision et la précision sont de rigueur mais les contraintes du chrono peuvent empêcher l'explication. Conséquence : il y a un risque de voir la quantité d'information prendre le dessus sur la qualité » (C, 14/4); « le minutage prit une proportion hors de propos et la phrase rituelle de Christiane Lepère : « Vous n'êtes pas ici pour polémiquer, mais pour poser des questions ou pour y répondre » finissait par porter hautement sur les nerfs. Les nôtres et ceux des participants. Car tout

(7) L'Homme à la Pipe aura la même formule dans le *Pourquoi Pas ?* (21-4).

de même, s'il y avait bien un endroit privilégié pour polémiquer, c'était bien celui-là » (Maurice Simon, dans *Télé Moustique*, 21/4).

Simple Questions-Réponses ? ou Polémique ?

« Comme les "interviewers" ont le souci de mettre aussi en valeur les partis qu'ils représentent, les rôles deviennent ambigus » (C, 14/4).

D'autres critiques mettent finalement en cause à cette occasion les systèmes mêmes de médiation utilisés par les stations de radio-TV, ce sont des critiques contre l'« Etat-Spectacle » (8) : « Lorsque Christiane Lepère, vendredi soir, à l'issue du dernier « Questions de Partis » annonça cette clôture, elle eut un mot révélateur : « J'espère qu'en plus vous vous êtes bien amusé ». J'ai failli applaudir comme « Au Théâtre, ce soir » : (...) c'était du crochet ressuscité. Saint-Granier n'était pas loin quand retentissait la corne de brume. « Encore dix secondes au FDF ». Etait-ce de la télé ou du ping-pong ? Alors, en termes sportifs, le spectateur privé de son foot ou du film à Luxembourg compte les coups comme à la boxe. On est au cirque. Ce n'est pas sérieux et je doute que cette télé-là influence le vote. Si oui, c'est désolant et dangereux » (RH, dans *Pourquoi Pas ?*, 21/4) « Je veux bien que l'on compare la politique au jeu ou au cirque, mais de là à en faire un jeu télévisé, il y a une marge que, bien entendu, on ne résiste jamais à franchir » (M. Simon, dans *Télé-Moustique*, 21/4).

Ces critiques recouvrent celles de certains politiciens, Josse Van Eynde étant celui qui les exprime généralement avec le plus de netteté : « Je réproouve, et je n'hésite pas à le dire, les jeux idiots qu'on a fait jouer aux hommes politiques et aux partis, avec limitation de temps et sonnettes, lors de la dernière campagne électorale. C'était du cirque. Tout le monde y a sacrifié parce que personne ne pouvait s'abstenir et laisser la place aux autres » (LB, 7 juin 1977). Mais si, dit *Notre Temps* (7/4), les candidats n'aiment pas amuser l'électeur « on pourrait leur répondre qu'ils nous doivent bien cela, ils nous coûtent assez cher ».

Enfin, l'on critique les membres des jurys : « L'émission de Christiane Lepère n'a réussi qu'à montrer l'incapacité de deux douzaines de galopins. S'écoutant parler avec complaisance, se croyant déjà promus au poste de chef de l'opposition de Sa Majesté, à une ou deux exceptions près, ils se révélaient incapables de poser correctement une question précise » (*Pan*, 20/4).

Il semble qu'à la BRT l'émission Kiezen of Delen avait obtenu, en 1974, plus d'approbations de la part de la presse, qui considérait qu'elle mêlait fort habilement le didactique et le distrayant. Mais y a-t-il quelque chose de commun entre les critiques flamands et francophones ? Même

(8) Selon l'expression de R.-G. SCHWARTZENBERG.

lorsque ces derniers n'appartiennent pas à des journaux faisant campagne contre le « gauchisme » de la RTB, ils ont une forte propension à produire des papiers « d'humeur », que nous devons donc utiliser avec précaution : certains journaux, on l'a vu, trouvent l'émission trop foraine, d'autres la considèrent trop guindée. La presse ressemble souvent à un chœur de jamais-contents... Pour notre part, nous avons présenté des extraits de l'émission à Venise, au colloque de la RAI sur les émissions pré-électorales (23-25 juin 1977), et elle y a suscité l'intérêt des spécialistes...

C. LA CAMPAGNE RÉGIONALE.

Sa particularité sera de descendre, non seulement au niveau des régions, mais aussi à celui de *certain*s partis marginaux, car on y rencontre, outre les organisations qui ont accès aux Tribunes,

- chacun des autres partis présentant au moins 3 députés sortants relevant du Conseil Culturel de la Communauté française dans un même arrondissement ou au moins 4 s'ils se répartissent dans plusieurs arrondissements ;
- chacun des nouveaux partis présentant des candidats pour la *Chambre ou le Sénat* dans 3 provinces au moins comprenant des arrondissements de langue française et pour un total d'au moins 9 de ces arrondissements parmi lesquels pourra figurer l'arrondissement de Bruxelles.

Ceci exclut AMADA-TPO (Tout le pouvoir aux Ouvriers) et crée un problème pour les listes écologistes : si elles sont chapeautées par un comité de coordination, aucune ne présente, individuellement les conditions requises. Les écologistes furent parfois admis aux débats, à part entière à Bruxelles, Charleroi, Thuin, ou simplement, à Huy, et à la demande du public, pour exposer leur programme.

Au contraire, la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs (trotskyste, IV^e Internationale), remplit les conditions et l'on put voir « les gens de la LRT, seuls "marginaux" invités à la table des "grands"... et qui ont respecté les règles du savoir-vivre en usage. Troublées seulement, un bref instant, lors d'un débat télévisé carolorégien, par un porte-parole du groupe écologiste "Blanche Neige et les 7 Nains" » (H.R., dans *Hebdo* 1977, 13/4).

Un autre « marginal » est accepté, car il n'est pas un nouveau parti, et dispose déjà d'un accès sur les ondes, le Parti des Belges de Langue Allemande (dans les Cantons de l'Est).

Enfin, les tribunes étant accordées à des partis, et non à des listes, chaque parti participant à un cartel a accès à l'antenne. En 1974, le

PLDP eut sa tribune à côté de celle du FDF ; en 1977, dans le Luxembourg, le RW, comme le PSB, sont l'un et l'autre admis, alors qu'ils se présentent sur une liste commune.

RADIO DEUXIÈME CHAÎNE.

1. *Face au Public.*

Réalisation assez lourde dans ses implications horaires, techniques et financières, cette émission a permis le contact avec le public des régions, posant des questions, en salle et en direct. Douze débats ont eu lieu dans les arrondissements, avec la participation de politiciens locaux. Chaque débat durait quatre-vingt-dix minutes, soit dix-huit heures en tout — c'est l'émission la plus longue. Mais elle était diffusée en décrochage, et l'on ne pouvait donc en capter que quatre-vingt-dix minutes par semaine, soit quatre heures et demie en tout, au maximum.

2. *Débats « Antenne-Soir ».*

Dix débats, organisés par et faisant suite à *Antenne-Soir*, de 18 h 35 à 19 h (en tout deux heures dix minutes) autour de thèmes bien précis, concernant particulièrement la Wallonie, eurent lieu les jours ouvrables des deux dernières semaines. On notera qu'on les a, pour les rendre plus efficaces, limités à 3 participants :

Lundi 4 avril : Régionalisation-107 *quater*. MM. Bertrand (RW), Dehousse (PSB), Perin (PRLW).

Mardi 5 avril : Emploi en Wallonie. MM. Gline (PSB), Knoops (PRLW), Beauvois (PC).

Mercredi 6 avril : Aménagement du territoire. MM. Bertouille (PRLW), Remacle (PSB), Califice (PSC).

Jeudi 7 avril : Problèmes agricoles. MM. Deschamps (PSC), Neuray (RW), Piron (PRLW).

Vendredi 8 avril : Energies et Ecologie. MM. François (PSC), Gendebien (RW), Leburton (PSB).

Lundi 4 avril : Wallons et Bruxelles. MM. Michel (PSC), Spitaels (PSB), Outers (RW).

Mardi 5 avril : Santé et Famille. MM. Falize (PSB), Plasman (PSC), Moreau (RW).

Mercredi 6 avril : Logement. MM. Martin (PC), Olivier (PRLW), Urbain (PSB).

Jeudi 7 avril : Structures Industrielles. MM. Mathot (PSB), Martin (PC), Delruelle (PRLW).

Vendredi 8 avril : Politique Culturelle. MM. Grafé (PSC), Mottard (RW), M^{me} Petry (PSB).

TABLEAU VI

Radio - 2^e chaîne — Débats Face au Public, 20 h à 21 h 30

		PSB	PSC	PL-PRLW	FDf-RW	PC-UDP	LRT	Ecologistes	PBLA
1er avril	Ath, Tournai Mouscron	Spitaels	Devos	Bertouille	Mory	Renard	Vyalne		
20-21.30 h	Dinant Philippeville Huy Waremme	Bonzi Leburton	Humblet François	Cornet d'Elzjus Jasselette	Billa Fievez	Lechat Mathieu		(Yernaux)	
8 avril	Mons Soignies	Delmotte Urbain	Ducobu Jérôme	Lagneau Pierard	Leroy Leclercq	Beauvois Leclercq	Mathieu Dury		
20-21.30 h	Verviers Virton Neufchâteau Nivelles	Parotte Dupont Scokaert	Gramme Michel (Mme)Rijckmans	Damseaux Bossicart Ciselet	Remiche Leyens Maes	Close Duchateau	Stevény Horma		Paasch
8 avril	Bruxelles*	Janne M.H.	Desmarests	Bourdon	Persoons	Moins	Mandel	De Brabander	
15 avril	Charleroi Thuin	Hoyaux Burgeon	Califice Lernoux	Knoops Herbage	Duvieusart Serre	Dussart Frère	Tondeur Champenois	Gauditiaubois Flandre	
20-21.30 h	Liège Arlon, Marche Bastogne Namur	Dehoïsse Remacle M. Lacroix	Grafé Hanin Remacle	Goï Olivier Toussaint	Outers Dozo	Levaux Martin	Mlle Schaeck		

* Ainsi que Claes (VU) De Kersmaecker (CVP) et Dewulf (BSP).

TABLEAU VII
Télé — Débats Régionaux

			PSB	PSC	PL-PRLW	FDf-RW	PC-UDP	LRT	Ecologistes	PBLA	Auditoire %
19/3	12 h 30	Namur	Bonzi	Hendrick	Ledoux	Dozo					0,2
26/3	12 h 00	Tournai, Ath Mouscron	Delhayé	Deschamps	Bertouille	Mory	Coussement				1,2
	12 h 45	Liège, Verviers Eupen	Ylieff	François	Damseaux	Outers	Levaux				1,3
	13 h 30	Brabant Wallon	Flamand	Courtois	Kubla	Rouelle					0,8
2/4	12 h 00	Mons Soignies	Urbain	Jérôme	Lagneau	Nopère	Mme Dinant	Mathieu			1,6
	12 h 45	Luxembourg	Meunier	Ludgen	Bock	Leyens					1,6
	13 h 30	Bruxelles*	Cudell	Van Aal		Defosset	Mme Lewin				1,3
9/4	12 h 00	Liège	Mathot	Grafé	Jeunehomme	Bertrand	Juchmès	Roosen			0,4
	12 h 45	Charleroi Thuin	Glinne	De Stexhe	Janssens	Moreau	Glineur	Capron	Yernaux		0
	13 h 30	Cantons de l'Est	Dupont	Grindt	Heeres					Paasch	0

* Egalémet à ce débat bruxellois, Dewulf (BSP) De Winter (PVV) Dekeersmaecker (CVP) Claes (VU).

Soit 9 PSB, 6 PSC, 6 PRLW, 6 RW et 3 PC et en tout quatre heures dix minutes d'émission.

TÉLÉVISION.

Dix *débats régionaux* de quarante-cinq minutes sont organisés le samedi midi par les Centres de liège (couvrant les provinces de Liège, Namur, Luxembourg), Charleroi (couvrant Hainaut et Brabant wallon) et Bruxelles. Le débat des Cantons de l'Est était en allemand et ne durait que trente minutes.

Le journaliste de la RTB mène la discussion. Il pose de 3 à 4 questions clefs, auxquelles répond successivement chacun des participants.

Thématique.

A l'exception des émissions se déroulant sur un thème fixé, choisi par la RTB, nous avons analysé les contenus de la campagne, les répartissant entre 58 sujets qui, malgré leur nombre, peuvent empiéter les uns sur les autres. De nouveaux sujets apparaissent d'une élection à l'autre : nous n'avons utilisé que 43 items en 1974. Certains sujets ont tendance à disparaître, mais nous les avons maintenus dans les tableaux, pour que l'on puisse y lire cet effacement. Il va de soi que l'on peut souvent regrouper plusieurs sujets sous un titre commun ; de tels regroupements contribuent un peu à réduire la subjectivité de nos répartitions, opérées par 3 chercheuses différentes (9), tout étant que les chiffres que nous fournissons doivent être considérés plus comme des ordres de grandeur que comme des nombres rigoureux : nous sommes confrontés à trop de choix difficiles pour qu'il puisse en être autrement...

Dans les Tribunes, on trouvera les centres d'intérêt des partis. C'est là qu'ils s'expriment le plus librement. Nous y avons dénombré 280 sujets, dont 181 dans les télévisées qui, on l'a vu, comptent plus de participants que les radiophoniques. Outre la place importante accordée par chaque parti à la présentation de ses grandes options, on voit traités surtout les problèmes suscités par la crise (en général ou sous l'aspect emploi) et les problèmes de la régionalisation. L'ordre des intérêts varie un peu d'un parti à l'autre ; on le mesurera en considérant que toutes les opinions ne disposent pas du même nombre de tribunes : le PSB en a le plus, et nous avons pointé 88 fois des sujets évoqués par

(9) Roselyne DARTEVELLE a étudié « Questions et Réponses » et « Questions de Partis », Jacqueline THOVERON les autres émissions de radio, et Michèle LEGROS les autres émissions de télévision.

TABLEAU VIII

			Tribunes		Tribunes par Parti (R et TV)					Campagne nationale RTB				Campagne régionale RTB	
			Radio	TV	PSB	PSC	PL PRLW	FDF RW	PC UDP	Questions Réponses		Face à face	Questions de Partis	Face au public	Dépenses
										Questions posées	Questions retenues				
Armée	1	Armée - défense nationale								7	3		1		
	2	Crise, relance (Plan Egmon)	7	19	9	6	6	4	1	12	3	1	7	29	66
Economie	3	Emploi - Chômage - Durée du travail	13	18	11	4	7	8	1	34	13	7	10	15	64
	4	Inflation	3	2	1	3	1			3		2	1	4	2
	5	Épargne								2		—	—	—	—
	6	Finances publiques (budget Etat)	2			1	1			6	1	2	3	3	4
	7	Salaires								7	3	—	—	2	3
	8	Routes - Transports		4	3		1			3		1	—	1	10
	9	Wallonie	5	4	2	1	2	4		5		1	8	2	17
	10	Bruxelles	4		1	1		2		7		2	—	2	—
	11	Monopoles - initiative publ. - privée - aides de l'Etat	2	1	2	1				5		2	3	1	19
	12	Nationalisation								3	1	—	—	—	1
	13	PME	6	6	3	1	4	4		6	1	1	1	4	20
	14	Énergie (nucléaire)								6	1	2	3	8	4
Electorats circonscrits	15	Agriculteurs	1	2	1		1	1		—			2		5
	16	Indépendants - Classes moyennes (cfr aussi 13)	2	2			3	1		10	1		1	7	
	17	Pensionnés - VIPO	1	2	3					25	5		1	5	
	18	Femmes	3	1	2	1		1		4	1		3		1
	19	Handicapés	1	4	3	1	1			21	3	—	—		
	20	Jeunes	1			1				1	1	—	—		
	21	Ex-coloniaux								2		—	—		
	22	Anciens combattants								2		—	—		
Enseignement Culture	23	Ecole (surtout pluraliste)	1	5	1	2	2	1		10	3	2	3	7	3
	24	Enseignants								1			—	1	
	25	Culture - Loisirs	1	2	1	2				2	1	—	—	3	
	26	Politique scientifique et Universités	2		2					7	2		2	6	2
	27	Media (Presse - radio - TV)								9	1		3		
Environnement (cfr aussi 14-58)	28	Environnement diagnostic	1		1					11	3	3	—	1	6

			Tribunes		Tribunes par Parti (R et TV)					Campagne nationale RTB				Campagne régionale RTB	
			Radio	TV	FSB	FBC	PL PRLW	FDF RW	PC UDP	Questions Réponses		Face à face	Questions de Partis	Face au public	Télé-débats
										Questions posées	Questions retenues				
Institutions	29	Environnement remèdes	2	8	8	1	1			2			—	7	7
	30	Volonté de réforme	3			1			2	3		1	3	1	
	31	Probité en politique								8	4	2	2	6	
Politique ext.	32	Liberté d'expression	1			1				3		1	2		
	33	Politique extérieure								5	1	2	5	1	
	34	Avortement		3	1	1	1			2	1		1	24	
Problèmes éthiques	35	Divorce											—		
	36	Morale		2		2							—		
	37	Syndicats	1				1			2	1		4	2	1
Problèmes du travail (cfr aussi 3 et 7)	38	Travailleurs étrangers											—		
	39	Travailleurs frontaliers											—		2
	40	Sécurité sociale et autres avantages	2	3	2	2	1			5	1		—		6
Polit. sociale	41	Contrôle ouvrier - autogestion - cogestion	2				2			3	1	2	6	8	7
	42	Problèmes de travail à l'Etat								4	1		—		
	43	Politique familiale - natalité	1	2	1		1		1	7	1	2	—	7	6
	44	Santé - hôpitaux	1	1	1	1							—		1
	45	Logements	4		1	2	1			2		2	—	1	1
	46	Fédéralisme - régionalisation	8	21	10	4	5	10		6	2	6	7	17	58
Rapports Communautaires (cfr aussi 9 et 10)	47	Bruxelles (limites...)	1	7	4					6	2	2	10	6	
	48	Problèmes linguistiques		1						7	2		3	1	
	49	Fourons et francop. de Flandre								3			—	8	
Taxes-impôts	50	Fiscalité	1	6	1		5	1		34	8	4	11	10	3
	51	Alliances polit. (futures)								22	4		10	6	11
Vie politique	52	Vie des partis (doctrines, options)	11	40	13	15	12	8	3	26	14	11	22	17	14
	53	Vie électorale (cartels...)	2	15		3	3	4	7	15	5	6	16	14	11
	54	Citoyens face au vote	1			1				10	1		—	1	2
Divers	55	Problèmes juridiques	1			1				15			—		
	56	Prisons, polices, gendarmerie	1			1				4	1		—		
	57	Rex								—			—		
	58	Animaux - Chasse								2			—		
Totaux			98	181	88	61	62	56	13	407	98	68	155	238	357

lui ; le PC en a le moins, et le chiffre tombe à 13. Les trois autres partis ont des chiffres voisinant la soixantaine.

Les sujets les plus traités, par parti :

PSB		PSC	
Doctrines, options	13	Doctrines, options	15
Emploi, chômage	11	Crise, relance	6
Fédéralisme, régionalisation	10	Emploi, chômage	4
Crise, relance	9	Fédéralisme, régionalisation	4
Environnement : remèdes	8	Inflation	3
Bruxelles (limites...)	4	Vie électorale (cartels...)	3
FDF-RW		PRLW	
Fédéralisme, régionalisation	10	Doctrines, options	12
Emploi, chômage	8	Emploi, chômage	7
Doctrines, options	8	Crise, relance	6
Crise, relance	4	Fédéralisme, régionalisation	5
Wallonie (économie)	4	Fiscalité	5
Petites et Moyennes Entreprises	4	Petites et Moyennes Entreprises	4
Bruxelles (limites...)	4		
Vie électorale (cartels...)	4	PC	
		Vie électorale (cartels...)	7
		Doctrines, options	3

Dans l'ensemble arrivent en tête Doctrines et options (51), Emploi et chômage (31), Fédéralisme et régionalisation (29), Crise et relance (26), Vie électorale (17), Petites et Moyennes Entreprises (12) et Environnement [Remèdes à apporter (10)].

Dans les débats, les partis restent entre eux ; entre candidats dans *Face à Face* ou les *Télé-Débats*, entre candidats et militants dans *Questions de Partis*. Les thèmes que l'on retrouve le plus fréquemment dans les *Face à Face* sont les mêmes que ceux des tribunes : Doctrines et Options (11), Emploi et Chômage (7), Fédéralisme et Régionalisation (6), Vie Electorale (6), et pratiquement dans le même ordre... Dans *Questions de Partis*, Doctrines et Options (22) restent en tête (l'émission commence par la présentation du parti par lui-même), mais arrivent ensuite Vie Electorale (16), Fiscalité (11), puis à égalité Alliances Politiques (10), Bruxelles [aspects communautaires (10)], Emploi et chômage (10). Le bouleversement est encore plus marqué pour les Télé-

(10) Nous n'avons pas étudié le débat en allemand, ni le débat de Bruxelles, dont nous n'avons pu obtenir l'enregistrement.

Débats régionaux (10), où se détachent les thèmes Crise et Relance (66), Emploi et Chômage (64) et Fédéralisme (58), viennent assez loin les Petites et Moyennes Entreprises (20), Monopoles, initiative publique et privée... (19), Wallonie [aspects communautaires (17)], puis seulement les Grandes Options (14). Plus le débat est âpre, plus le nombre des partis qui y sont mêlés est grand, et plus les participants sont amenés à se prononcer, non seulement sur ce dont ils ont envie de parler, mais aussi sur ce qu'ils préféreraient éviter : leurs adversaires cherchent les défauts de leurs cuirasses...

Deux émissions mettent les électeurs en contact avec les partis : les Questions et Réponses et les Face au Public. Ce n'est évidemment pas l'électeur moyen qui téléphone ; parfois sans doute des militants interviennent ; mais ce peuvent être des militants de mouvements marginaux. Ainsi des femmes font émerger le problème de l'avortement, quasi inexistant jusque là.

Pour les Questions et Réponses, nous tiendrons compte ici de l'ensemble des questions posées par les correspondants ; pour les Face au Public, du nombre des réponses : les questions sont posées par un électeur à un ou plusieurs hommes politiques, mais parfois certains répondent qui n'ont pas été interpellés. Par ailleurs, pour cette dernière émission, nous n'avons pu analyser que 8 des 12 débats (11).

Dans *Questions et Réponses*, on note l'émergence d'un certain nombre de problèmes concernant des électorats particuliers. On voit les problèmes purement politiques ne se situer qu'aux troisième et cinquième rangs. On a dans l'ordre Emploi et Chômage (34) ex aequo avec Fiscalité (34), Doctrines et Options (26), Pensionnés et VIPO (25), Alliances politiques futures (22) et Handicapés (21). Dans *Face au Public*, on évoque naturellement moins les problèmes personnels ou en termes personnels : on trouve dans l'ordre : Crise et Relance (29), Avortement (24), Fédéralisme et Régionalisation (17) ex-aequo avec Doctrine et Options (17), Emploi et Chômage (15).

Pour mieux faire apparaître ces distorsions, nous avons regroupé en grands thèmes : Problème de la crise (dans le tableau, les numéros 2, 3 et 4), Problèmes des Electorats Circonscrits (les numéros 15 à 22), Problèmes Communautaires (numéros 46 à 49), Problèmes purement politiques (numéros 51 à 53). On a, en pourcentages :

(11) Nous n'avons pu obtenir communication des bandes-copies des débats de Namur, Virton, Braine-l'Alleud et Bastogne, qui ont été perdues par le studio.

Problèmes de	Tribunes	Débats entre Partis			Débats Partis-Electeurs	
		Face à face	Télé-débats	Questions de Partis	Face au public	Questions et réponses
Crise	22,1 %	14,7	37	11,6	20,2	12
Electorats						
Circonscrits	7,1 %	—	1,7	4,5	5	16
Communautaires	13,6 %	11,8	16,2	12,9	13,4	5,4
Politiques	24,3 %	25	10,1	31	15,5	15,5

Dans les Questions des Auditeurs, les problèmes communautaires sont négligeables, et les problèmes des électorats circonscrits affleurent. Les problèmes purement politiques ressortent dans des débats entre partis, surtout dans *Questions de Partis*, puis *Face à Face*, les *Télé-Débats* valorisant plutôt la crise et le communautaire, ceci étant lié probablement au caractère régional de cette émission.

Dans l'ensemble, les problèmes de la Crise dominent largement les Communautaires, ces derniers, principaux pendant plusieurs campagnes et toujours importants, prennent aujourd'hui un aspect plus secondaire.

Acteurs et vedettes.

Le nombre des personnalités passant sur antenne ne cesse de croître : 74 en 1968, 126 en 1971, 130 en 1974 et cette année 171. On a la répartition (12) :

	PSB	PSC	PL	FDF	PC-UDP	LRT	Ecolo-gistes	PBLA	Total
Bruxelles	4	6	7 PRLW	10 RW	3	1	1		32
Brabant Wallon	3	3	2	2	1	1			12
Liège	9	6	10	6	4	3	1	1	40
Hainaut	9	8	10	10	8	6	3		54
Namur	2	3	3	4	2				14
Luxembourg	3	4	3	1					11
	BSP	CVP	PVV					VU	
Flandre*	2	2	2					2	8
Total	32	32	37	33	18	11	5	3	171

* Il s'agit des candidats (éventuellement Bruxellois) des Partis flamands.

Le déclin des Bruxellois, déjà observé d'une campagne à l'autre, continue : ils ne sont plus que 18,7 % de l'ensemble, alors qu'ils étaient le quart en 1974. Mais c'est lié en partie à la régionalisation. Si l'on ne tient compte, d'une part que des Tribunes et de la Campagne RTB natio-

(12) Les candidats sont répertoriés là où ils se présentent : ainsi M. OUTERS est compté comme RW et Liégeois.

nale, de l'autre que des francophones, on compte un tiers de Bruxellois (33,7 %) :

	PSB	PSC	PL	FDL	PC-UDP	Total
Bruxelles	3	6	7 PRLW	10 RW	2	28
Brabant Wallon	1	2		1	1	4
Liège	6	3	6	4	4	20
Hainaut	6	2	6	5		23
Namur		1	1	2		4
Luxembourg	1	3				4
	17	17	20	22	7	83

Nous avons, comme d'ordinaire, considéré comme *vedettes* les personnalités apparues *plus de 2 fois*. Nous en trouvons 36 (contre 15 en 1968, 27 en 1971 et 18 en 1974) dont 8 Bruxellois ; si on les classe selon le nombre de leurs apparitions, on a (13) :

	PSB	PSC	PRLW	FDL-RW	PC-UDP
7 fois			Damseaux		
6 fois	Spltaels			Outers	
5 fois	Cools	Califice François			
4 fois	Cudell Dehousse Mathot Urbain	Nothomb	Bertouille Mundeleer	Bertrand Moreau	Levaux Van Geyt
3 fois	Glinne Leburton Simonet	Desmarests Grafé Gremme Michel	Gol Knoops Perin Risopoulos	Defosset Duvieusart Gendebien Persoons	Beauvois Mme Lewin Martin Renard

MM. Cools, Leburton et Perin sont parmi les vedettes au moins depuis 1968 inclusivement ; MM. Toussaint et Vanden Boeynants, qui figuraient au palmarès de 1968 à 1974, ont un rôle plus effacé cette année. Comme eux, MM. Van Aal (PSC) Hannotte, Olivier, Defraigne, Moureaux (PLP et PLDP), M^{me} Dinant (PC-UDP) premiers rôles en 1974, ne le sont plus en 1977. C'est la famille libérale qui a connu le plus de bouleversement, par suite de départ (M. Moureaux est au FDL) ou d'arrivées (il a fallu faire place aux transfuges du RW, MM. Gol,

(13) Il va de soi que nous ne répertorions les participants que lorsqu'ils sont nommément cités, ce qui exclut les membres des jurys de « Questions de Partis ». Sinon, pour ne prendre qu'un exemple, M. BOURDON, du PL, prendrait rang parmi les vedettes.

Knoops, Perin, que l'on a bien sûr tenu à montrer...). Mais *l'on voit, dans tous les partis, le personnel politique se renouveler peu à peu.*

Les *Présidents de partis* sont tous parmi les vedettes, mais, contrairement à MM. Cools, Damseaux, Mundeleer et Van Geyt, MM. Gramme, Defosset et Gendebien ne se placent pas à l'avant-plan de leur parti. Au FDF-RW, on montre surtout M. Outers, symbole de l'union des deux partis, de l'union des Wallons et Bruxellois ; et ensuite les Ministres qui ont été renvoyés du gouvernement. Mais, comme en 1974, on note la tendance de présidents relativement nouveaux dans leur fonction à ne pas trop se frotter aux micros et caméras. Ils font leurs classes, comme MM. Damseaux et Nothomb faisaient en 1974 : ces derniers, aujourd'hui, sont moins timides.

Mais peut-être, pour certain, est-ce sans espoir. Ainsi « M. Gramme est solide, mais un peu trop lourd : il ne sera jamais un homme de télévision, ce qui n'enlève rien à ses qualités » : et c'est un journal catholique qui l'assure... (LB, 16-17/4).

Une *seule femme parmi les vedettes*, Rosine Lewin (et c'est encore au PC-UDP, comme en 1974, où il s'agissait de Noella Dinant). Dix femmes passeront dans l'ensemble, sur antenne : 2 au PSB (Pétry, Roggemans), 2 au PSC (Goor, Rijckmans), 2 au FDF-RW (Mainguet, Spaak), 2 au PC-UDP (Dinant, Lewin), une seule au PRLW (Mayence) et à la LRT (Schaeck). Dix femmes pour 170 hommes, l'« année de la femme » est bien passée.

Spectateurs.

Nous ne disposons d'aucune mesure de l'auditoire de la campagne radiophonique. Pour la télévision, où le nombre des émissions peut créer une saturation, où la RTB subit de plus en plus durement la concurrence des autres chaînes (véhiculées par la télédistribution), la tendance est à la baisse. Mais celle-ci s'échelonne de l'érosion à l'effondrement.

Erosion pour l'émission pilote de la RTB : en 1974, Face à l'Opinion atteint un auditoire moyen de 18,1 %, et les Questions de Partis, avec l'inconvénient de se situer pendant les vacances et de se suivre tous les jours d'une même semaine, sont avec 14,3 %, aux 8/10 de ce succès.

Effondrement pour les Tribunes qui passent de 26,6 % en 1974 à 14 % en 1977, soit une chute de près de la moitié.

Entre les deux, Faire le Point, avec 9 % (contre 14,4 % en 1974) enregistre une chute d'un tiers. *Les émissions propres de la station résistent donc nettement mieux que celles des partis.*

Les auditoires des Débats Régionaux, de 0 à 1,6 %, semblent dérisoires : mais ils peuvent être moins négligeables localement, là où ces émissions ont leur public-cible. Leur faiblesse interdit de les mesurer avec précision ; pour certains, nous avons un pourcentage égal à zéro, ce qui ne signifie évidemment pas que personne n'a regardé, mais tout simplement que l'auditoire était peu décelable. En moyenne, le public est de 0,84 %, ce qui fait environ 27.000 téléspectateurs adultes : quelle réunion électorale peut rassembler autant de citoyens ?

LA CAMPAGNE SUR RTL

Si l'on considère que les émissions les plus marquantes des campagnes électorales sont les combats singuliers au sommet (Mitterrand-Giscard, Ford-Carter...), le débat vedette de 1977 aura été réalisé par la télévision périphérique, presque à la veille du scrutin, le vendredi 15 avril à 19 h 45.

Dans la mesure où RTL prend de plus en plus figure de chaîne commerciale belge, il est normal qu'elle s'intéresse à nos élections ; et elle le fait évidemment en toute liberté, sans les dosages auxquels doit s'astreindre la RTB.

Il lui a donc suffi d'opposer le chef du gouvernement au président du principal parti d'opposition, ou si l'on veut les personnalités les plus en vue respectivement en Flandre et en Wallonie. A propos de ce « débat impossible » qu'André Cools reprochait à Leo Tindemans d'avoir esquivé depuis trois ans, « Certains ne manqueront pas d'y voir une marque de sympathie particulière du Premier Ministre pour une chaîne privée et commerciale par rapport à la RTB. M. Tindemans s'en est expliqué en déclarant qu'il avait refusé de débattre jusqu'à ce jour avec M. Cools parce que, dit-il, c'est faire trop d'honneur à un co-président d'un parti qui milite dans une seule région du pays que de l'opposer à un Premier Ministre en temps normal : « C'eût été renverser les choses ». En campagne électorale, c'est différent, a-t-il ajouté » (C, 16-17/4). Si l'on suit le raisonnement de M. Tindemans, cela signifie qu'en Belgique le Premier Ministre ne participera à aucun « Duel » en dehors des campagnes.

Ce débat n'a pas eu un auditoire exceptionnel : environ 10 % (la moitié de ce que « Questions de Partis » réunissait le même soir) mais il a été mis en épingle par la presse, ce qui a peut être encouragé RTB et BRT à s'associer pour produire ensemble, en deux langues, et avec sous-titre, le 24 avril, un *Duel* entre André Cools et Wilfried Martens.

C'était après les élections, et l'on pouvait sortir des normes et des habitudes...

LA CAMPAGNE DANS LA PRESSE ECRITE

En fait, nous n'avons pas tenu compte de la campagne de la presse, c'est-à-dire de la manière dont celle-ci exprime son opinion propre, ni même du compte rendu de la campagne par la presse. Dans ce dernier domaine, on note évidemment des efforts informatifs importants, comme les « promenades » que mènent *Le Soir*, *La Libre Belgique*, *La Cité...* d'une région à l'autre. Par comparaison avec la radio-télévision, nous avons considéré la presse dans la mesure où elle s'ouvre aux affrontements des partis, dans la mesure où elle prend des initiatives pour donner la parole directement ou indirectement, à ceux-ci. Il s'agit de savoir de quel degré de pluralisme la presse fait preuve pour fournir à ses lecteurs une information contradictoire analogue à celle étalée sur les ondes. Ce degré est, généralement, faible.

Tribunes.

Seuls des quotidiens *La Nouvelle Gazette* (une tribune offerte à chacune des têtes de listes des arrondissements où elle est principalement diffusée, ce qui couvre la majeure partie du Hainaut, le Brabant Wallon et le Namurois) et *Le Jour* (pendant cinq semaines, chaque samedi, un parti, dans l'ordre suivant, obtenu par tirage au sort : RW, PSC, PC, PSB, PRLW) (14) ont offert des tribunes. De ce point de vue, les hebdomadaires n'ont guère fait preuve de plus de dynamisme, et l'on ne trouve des tribunes que dans *Dimanche Presse* (ce sont les tribunes hebdomadaires régulières, on n'y trouve pas le PC, mais bien deux PSB), dans *Le Ligueur* du 8 avril (R. Moreau pour le RW, et les présidents des PSC, PRLW, PL, FDF, PSB, PC). *Notre Temps* a offert aux PSB et PSC, le principal parti d'opposition et le principal parti gouvernemental, les deux premiers partis pour la communauté francophone, chacun 5 pages pour exposer son programme (le PSB a joué le jeu et fourni des contributions originales ; le PSC a découpé des morceaux de sa plate-forme électorale). Les autres tribunes rencontrées dans des hebdomadaires sont plutôt sporadiques et ne constituent pas une ouverture, qu'il s'agisse de celles de J. Mottard (RW) écrivant dans *4 millions 4*, de Bernard Falmagne (Jeunes Sociaux Chrétiens) dans *Le Courrier* (Philippeville), du « collectif » marxiste-révolutionnaire « La Brèche » dans *La Gauche*, ou encore de personnalités de gauche (Martou, du MOC, Liebman...) dans Hebdo.

(14) Ces tribunes sont distinctes de celles, mensuelles, que ce journal offre d'ordinaire aux partis le jeudi, et où le PC n'est pas admis.

Interviews.

Les interviews se rencontrent davantage. *La Libre Belgique* interroge, à partir du 24 mars, « Vingt candidats avant les élections ». Le choix est orienté : 5 PSC et 3 CVP (plus du tiers de l'ensemble pour la famille sociale chrétienne), 2 PRLW, 2 PVV, 2 PSB, et seulement un pour chacun des autres partis PL, FDF, RW, PC, BSP et VU. Alors que les autres journaux ont tendance à interviewer les présidents de partis, ni Gramme ni Gendebien ni Damseaux ne figurent dans la liste des candidats. Les présidents seront en vedette du 30 mars au 12 avril dans *La Dernière Heure* avec « Dites-nous M. le Président... » : tous les partis y défilent ; mais on s'arrange pour interroger ensemble Cools et Claes, et le PSB, comme la VU, le FDF, le RW et le PC, n'auront qu'une tribune contre 2 pour la famille sociale chrétienne (PSC-CVP) et pour la famille libérale 3 (PRLW, PL, PVV) et même 4 puisque, hors série, Descamps est interviewé le 13 avril. *Vers l'Avenir* interrogera les 5 présidents wallons le 8 avril, mais, à part cela, interviewera, dans les trois semaines précédant les élections, Tindemans, J. Michel, Humblet, Herman et Califice. Même comportement à *La Cité* qui interviewera Victor Michel et Califice à côté des Présidents des PSB, FDF, PC, RW, PSC et PRLW (ici c'est le PL qui est ignoré...). A partir du 7 avril, *La Nouvelle Gazette* pose 6 questions (chômage, impôts, profits, régionalisation, avortement et pluralisme) à 11 présidents : PRLW, PL, PVV (3 libéraux : le journal montre sa tendance...) PSC (et, sur la régionalisation, le CVP), PSB, FDF, RW, PC, UDP et Wallonie Ecologie. Il s'agit d'interviews peu personnalisées : les secrétariats des partis envoient, manifestement, des réponses.

Un seul journal, le neutre *Jour*, établit un parfait équilibre entre tous, invitant, le jeudi 14 avril, les 7 têtes de listes locales à faire leurs pronostics (outre les 5 partis Wallons habituels, la LRT et le PBLA). A l'inverse *La Wallonie* (seul journal socialiste à pratiquer une ouverture) dans son « Introduction au scrutin... », du 5 au 15 avril, se situe dans la perspective du rassemblement des progressistes et ne s'adresse qu'à 3 familles : socialiste (PSB et BSP), communiste, RW, chacune deux interviews. Dans les hebdomadaires, seul *Notre Temps* pratique une ouverture, et interviewe Claes, Mandel (LRT) et Lagasse. *Pour* se limite à Marc Delbovier, de la Démocratie Chrétienne de Liège et, le 13 avril, à la LRT, à « Pour le Socialisme » et à des Ecologistes.

Comparaisons des programmes.

Présenter systématiquement les programmes, en mettant côte à côte ce qui concerne les mêmes points, est une autre formule pluraliste, ce

fut cette année celle du *Soir* dans son supplément spécial du 16 avril (PRLW, PL, PVV, PSB, PSC et CVP ensemble, sauf sur la réforme de l'état, FDF, RW ces deux-ci ensemble sur la réforme de l'état, PCB et VU). Dans la presse hebdomadaire, *Notre Temps* (le 7 avril) compare PSC, PCB, PL, PRLW, FDF, RW, PVV, VU et PSB; *Hebdo* ne met que « la gauche au banc d'essai » le 6 avril (PSB, RW, PCB, LRT, AMADA), tout comme *Combat* (dont la gauche est plus traditionnelle : résumés des programmes, le 31 mars, du PSB, le 7 avril des RW et PCB). Dans *Spécial*, le 13 avril, Robert Gillet s'attache uniquement à « ce qu'ils proposent d'original », et *Pour*, le même jour, aux revendications adressées aux partis par le Front Uni des Jeunes Agriculteurs et le Comité de Coordination des Comités de Chômeurs de Bruxelles : dans ce dernier cas, c'est le contre-pied des programmes qui est, en quelque sorte, pris.

Publicité.

Enfin la publicité est une ultime forme d'ouverture, payante il est vrai (15). On en trouve dans *La Meuse*, *La Nouvelle Gazette*, *Le Jour*; dans les toutes boîtes, *Vlan*, *Belgique N° 1*; dans *Dimanche Presse*, *Le Métropolitain*, *Spécial*, *Notre Temps*, un peu dans *Hebdo* (PSB, PCB) et *Le Courrier* (RW).

*
**

Dans l'ensemble, peu d'efforts et peu d'originalité. Seuls *La Nouvelle Gazette* et *Notre Temps* pratiquent une véritable ouverture. Des journaux qui ont fait parfois des tentatives intéressantes (*La Meuse*, en 1974, posant aux politiciens les questions des lecteurs) ou qui ont été les pionniers de l'« ouverture » (*Le Soir*, depuis 1919, avec ses Tribunes Libres) ont cette fois un rôle effacé...

On comprend que la télé précède généralement la presse dans les suffrages des électeurs. Les journaux font peu pour « donner une vue sur les idées des différents partis » ou montrer « la personnalité des candidats » : est-ce négligence ou résignation ?

Summary : The electoral campaign in the french-speaking radio and television

The article represents a first approach of the campaign in the french-speaking radio and television. A thorough study will be done later.

(15) Nous ne considérons pas ici les placards que *Le Peuple*, *Le Drapeau Rouge...* publient au profit des partis dont ils sont l'organe.

The topics examined here are : the impact of the campaign on the people ; the organization of the campaign in the radio and television and the presentation of the different broadcastings in the national and the regional campaign ; the topics of the campaign through the political platforms, the debates between several parties and the questions asked by the audience ; the personalities and « stars » during the campaign ; the audience and the campaign on RTL and in the press.

